

# Rapport final

Conférence internationale  
de l'éducation  
37e session

Genève  
5-14 juillet 1979

**Unesco**

Bureau international  
d'éducation

# Rapport final

## Conférence internationale de l'éducation 37e session

Genève

5-14 juillet 1979

**Unesco**

Bureau international  
d'éducation

## TROISIEME PARTIE

### RECOMMANDATION N° 72 AUX MINISTRES DE L'EDUCATION RELATIVE A. L'AMELIORATION DE L'ORGANISATION ET DE LA GESTION DES SYSTEMES D'EDUCATION AFIN D'ACCROITRE LEUR EFFICACITE ET DE GENERALISER AINSI LE DROIT A L'EDUCATION

#### PREAMBULE

La Conférence internationale de l'éducation, convoquée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, en vue de tenir à Genève sa trente-septième session, du 5 au 14 juillet mil neuf cent soixante-dix-neuf,

Considérant l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948),

Considérant la Déclaration des droits de l'enfant (1959),

Considérant l'article 5 de la Déclaration sur la race et les préjugés raciaux adoptée par la Conférence générale de l'Unesco à sa vingtième session (1978),

Considérant les dispositions de la Déclaration concernant la promotion parmi les jeunes des idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 2037 (XX) (1965),

Considérant la Convention et la Recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement adoptées par la Conférence générale de l'Unesco à sa onzième session (1960),

Considérant la Recommandation Unesco/OIT concernant la condition du personnel enseignant (1966),

Considérant la Recommandation sur l'éducation pour la compréhension, la coopération et la paix internationales et l'éducation relative aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales que la Conférence générale de l'Unesco a adoptée à sa dix-huitième session (1974),

Considérant les recommandations de la Conférence internationale sur la planification de l'éducation (1968),

Considérant les recommandations de la troisième Conférence régionale des ministres de l'éducation et des ministres chargés de la planification économique dans les Etats arabes (Marrakech, janvier 1970); celles de la troisième Conférence régionale des ministres de l'éducation et des ministres chargés de la planification économique en Asie (Singapour, mai-juin 1971); celles de la Conférence des ministres de l'éducation et des ministres chargés de l'application de la science et de la technologie au développement en Amérique latine et dans la région des Caraïbes (Venezuela, décembre 1971); celles de la deuxième Conférence des ministres de l'éducation des Etats membres de l'Europe (Bucarest, novembre-décembre 1973); celles de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (Helsinki, 1975); celles de la Réunion de hauts fonctionnaires des Ministères de l'éducation des 25 pays les moins développés (Paris, 8-16 septembre 1975); celles de la quatrième Conférence des ministres de l'éducation des Etats membres d'Afrique (Lagos, janvier-février 1976); celles de la Conférence des ministres de l'éducation et des ministres chargés de la planification économique dans les Etats arabes (Abu-Dhabi, novembre 1977); et celles de la quatrième Conférence régionale des ministres de l'éducation et des ministres chargés de la planification économique en Asie et en Océanie (Colombo, juillet-août 1978),

Notant, en particulier, que la Recommandation n° 23 de la Conférence de Colombo et la Recommandation n° 38 de la Conférence d'Abu-Dhabi soulignent l'importance de la recherche, des échanges et de la coopération, à tous les niveaux, dans les domaines de la planification, de la gestion et de l'administration de l'éducation,

Considérant les recommandations pertinentes adoptées par la Conférence internationale de l'éducation lors de ses différentes sessions et, notamment, la Recommandation n° 66 concernant l'amélioration de l'efficacité des systèmes d'éducation, en particulier par la réduction des déperditions d'effectifs à tous les niveaux d'enseignement, et la Recommandation n° 67 concernant le milieu social des élèves et leurs chances de succès à l'école,

Considérant toutes les recommandations pertinentes que la Conférence générale a adoptées à ses diverses sessions, surtout celles qui concernent les rapports entre la pleine application du droit à l'éducation et la démocratisation de l'enseignement, le progrès social et la solution des problèmes fondamentaux de l'humanité, notamment le renforcement de la paix, le passage au désarmement et la promotion des droits de l'homme,

Considérant que en cette Année internationale de l'enfant, et dans les années à venir, toute l'attention requise doit être portée à l'insuffisance de l'offre d'éducation qui s'observe à maints niveaux et subsiste encore en diverses parties du monde,

Considérant les résolutions de la Conférence générale et les décisions du Conseil exécutif de l'Unesco au sujet des droits à l'éducation et à la culture dans les territoires arabes occupés,

Considérant que le droit à l'éducation est un droit fondamental de la personne humaine et qu'aucune mesure susceptible de contribuer à son extension ne doit être négligée,

Considérant que les problèmes de gestion et d'administration de l'éducation constituent actuellement une grave préoccupation pour la plupart des Etats membres ,

Considérant que l'amélioration et le perfectionnement des modes de planification. de gestion et d'administration de l'éducation sont de nature à contribuer dans une très large mesure à la démocratisation de l'éducation,

Considérant que les progrès considérables déjà réalisés dans les domaines de la planification, de la gestion et de l'administration de l'éducation peuvent être renforcés et développés davantage grâce à la coopération régionale et internationale,

Considérant que le développement concerne non seulement les choses mais aussi et surtout les êtres humains, la révision et la rénovation des systèmes d'éducation doivent nécessairement englober, outre les répercussions de l'évolution rapide de la technologie et les données d'un nouvel ordre économique international, les dimensions culturelles et éducatives propres au développement des personnes,

Reconnaissant que ces domaines appellent une efficacité accrue de la mobilisation des ressources et de leur administration, afin de réaliser à la plus vaste échelle possible la démocratisation de l'éducation,

Reconnaissant les dispositions légales de chaque Etat membre et ses besoins particuliers en matière d'éducation,

Soumet à l'attention des ministres chargés de l'éducation et des autorités et organismes compétents dans les divers Etats membres, la Recommandation suivante :

#### A. PRINCIPES SOUS-JACENTS

1. L'amélioration de l'organisation et de la gestion du système éducatif, afin d'en accroître l'efficacité et de généraliser ainsi le droit à l'éducation, doit se fonder sur les principes suivants :
  - (a) l'exposé des objectifs des politiques relatives au développement et au renforcement du droit à l'éducation ainsi qu'aux moyens nécessaires à leur mise en œuvre doit assurer à tous les responsables de l'administration la compréhension des finalités poursuivies et leur permettre de bien situer leur rôle dans la mise en œuvre de ces politiques;
  - (b) les systèmes d'éducation doivent répondre aux impératifs de cette orientation politique et, à cette fin, doivent être revus périodiquement pour faire en sorte que les politiques intéressant l'extension du droit à l'éducation soient mises en œuvre de manière optimale et que les priorités résultant de ces politiques soient appliquées;

- (c) une participation étendue de toutes les catégories de population aux aspects appropriés du processus d'éducation est indispensable à un exercice élargi et effectif du droit à l'éducation et l'organisation et la gestion de l'éducation doivent refléter la nécessité de maximiser cette participation ;
- (d) la combinaison optimale entre la centralisation et la décentralisation dans l'organisation et la gestion compte tenu des systèmes nationaux en vigueur doit être considérée comme un moyen important d'élargir la participation pour autant que ces mesures maintiennent ou accroissent l'efficacité des systèmes d'éducation ;
- (e) la mobilisation et l'utilisation des ressources doivent être une préoccupation essentielle à tous les niveaux de la gestion de l'éducation, de façon à tirer le meilleur parti possible des ressources financières, matérielles et humaines disponibles pour étendre le droit à l'éducation ;
- (f) la sélection et la formation du personnel administratif à tous les niveaux sont un élément clé de l'amélioration de la gestion de l'éducation, à mesure que l'extension du droit à l'éducation exige de ce personnel qu'il développe ses connaissances spécialisées et adopte des approches créatrices des problèmes de l'éducation ;
- (g) la coopération internationale est indispensable pour renforcer les échanges d'informations entre les Etats membres sur l'amélioration de l'organisation et de la gestion, et pour appuyer les efforts visant à dispenser la formation nécessaire.

### B3. MESURES PRATIQUES AU NIVEAU NATIONAL

1. Objectifs nationaux et politiques nationales
2. Les buts et objectifs dont font état les déclarations de politique nationale d'éducation doivent comprendre explicitement l'objectif qui consiste à étendre à tous le droit à l'éducation, sans distinction de race, de nationalité, de langue, de sexe, de religion ou autres caractéristiques.
3. Les dispositions législatives relatives à la scolarisation gratuite et/ou obligatoire à certains niveaux de types d'éducation formelle et non formelle, devront être expressément indiquées, selon qu'il conviendra.
4. On devra dûment reconnaître l'importance des besoins spéciaux en matière d'éducation des groupes défavorisés de la communauté partout où il en existe. On entend notamment par groupes défavorisés les minorités ethniques et migrantes, les adultes analphabètes, les enfants de zones rurales, etc. La même importance devra être reconnue à l'éducation des handicapés physiques ou mentaux. Il convient de prendre les mesures législatives voulues pour garantir aux femmes et aux filles le droit à l'égalité des chances dans le domaine de l'éducation.
5. Les politiques de l'éducation doivent, dans le cadre de l'objectif général de l'édification de la nation, mettre l'accent sur les aspects culturels, scientifiques et technologiques.
6. Les besoins particuliers de l'enfant d'âge préscolaire doivent aussi être expressément reconnus .
7. L'importance de l'éducation permanente et, partant, celle de l'éducation non formelle en tant que complément de l'éducation formelle, doivent être reconnues.
8. L'importance de l'éducation comme élément constitutif du développement socio-économique de la nation; en tant qu'objectif global, doit être soulignée. En même temps, il ne faut pas oublier le rapport entre les conditions sociales et l'application généralisée du droit à l'éducation.
9. Pour faciliter l'application des politiques nationales qui s'inscrivent plutôt dans une perspective à long terme, il convient d'identifier les priorités courantes en vue d'une réalisation plus efficace des objectifs à court et à moyen terme.
10. Une révision périodique des priorités est également nécessaire au redéploiement des ressources en vue d'en optimiser l'utilisation, en se fondant sur une évaluation des besoins courants .

11. Pour promouvoir une stratégie efficace tenant compte des besoins, du potentiel et des perspectives de développement de l'éducation, on doit mettre dûment l'accent sur la recherche et les activités novatrices contribuant à cet effort.
12. On devra donc prévoir, selon qu'il conviendra eu égard à l'organisation des systèmes nationaux, des moyens institutionnels de poursuivre efficacement les activités de planification et de recherche nécessaires au développement systématique de l'éducation dans le contexte des plans généraux de développement national.
13. L'accès à des informations à jour sur l'évolution contemporaine de l'éducation et dans les domaines connexes appropriés, non seulement au niveau national mais aussi au niveau international, est indispensable à une bonne formulation de la politique de l'éducation.

## II. Amélioration de la gestion de l'éducation

14. Bien qu'il soit évident que l'un des buts essentiels d'une meilleure gestion est d'arriver à des résultats optimaux pour une mise donnée de ressources, il faut songer aussi que les activités éducatives ne doivent être évaluées du seul point de vue des coûts et des avantages, et que l'on doit également prendre en compte les aspects immatériels et non chiffrables de l'éducation.
15. On doit aussi reconnaître que les procédures d'administration et de gestion de l'éducation varient nécessairement d'un pays à l'autre, en fonction du passé historique, social et culturel de chacun et des structures socio-économiques existantes.

16. On devra énoncer certains critères généraux en vue d'une gestion plus efficace de l'éducation, notamment les suivants:

### 17. Planification de l'éducation

- (a) En définissant les objectifs et les stratégies des plans en matière d'éducation, il est nécessaire de tenir compte de l'évolution démographique immédiate et à plus long terme, et de ses répercussions probables sur le développement de l'éducation et sur les budgets nationaux, ainsi que des résultats des recherches sociologiques et économiques relatives aux conditions de développement de l'éducation.
- (b) On devra créer un système d'information qui permette une planification plus efficace de l'éducation sur la base d'une bonne connaissance de l'expérience passée en ce qui concerne la prise de décisions.
- (c) Un réexamen du secteur de l'éducation en relation avec les autres secteurs de l'économie, destiné à déterminer les besoins en ressources humaines, est également nécessaire dans une perspective globale de la planification.
- (d) Une coordination entre toutes les institutions qui fournissent des services éducatifs est indispensable pour éviter les duplications d'efforts et le gaspillage de ressources matérielles, ainsi que pour ménager aux élèves des conditions optimales d'environnement pour leurs études, à l'école et en dehors de l'école, dans le système d'éducation.
- (e) Une liaison et une communication plus efficaces entre les organisations gouvernementales et non gouvernementales concernées sont nécessaires dans les deux domaines de l'éducation formelle et de l'éducation non formelle.
- (f) Il faut aussi reconnaître qu'une meilleure gestion de l'ensemble des ressources de l'éducation peut conduire à des changements profonds dans les idées directrices de l'éducation et de la formation; les administrateurs de l'éducation doivent donc se préparer à ces changements.
- (g) Dans le financement de l'éducation, les priorités d'investissement doivent s'inscrire dans le cadre d'un programme général de développement.

### 18. Centralisation/Décentralisation

- (a) Les administrateurs de l'éducation sont invités à tirer le meilleur parti de la combinaison optimale des effets de la centralisation et de la décentralisation dans le respect des systèmes nationaux, afin d'élargir les bases financières de l'éducation et pour inciter la population à participer plus activement à la gestion de l'éducation au niveau local.

- (b) Les conseils consultatifs, les associations de parents et maîtres, les assemblées communautaires et des organes consultatifs analogues doivent être considérés comme des moyens d'encourager une participation communautaire plus active.
- (c) Au nombre des conséquences de la combinaison optimale des effets de la centralisation et de la décentralisation et dans le cadre d'une perspective d'ensemble, doit figurer la garantie de la mobilité des étudiants et des personnels.
- (d) Dans tout projet de décentralisation, on devra prévoir des dispositions adéquates pour protéger les intérêts des communautés économiquement défavorisées qui risquent de ne pas disposer de ressources suffisantes pour s'acquitter de leurs engagements.
- (e) Il faut aussi reconnaître que l'efficacité d'ensemble du système suppose une centralisation de certaines fonctions dans l'administration de l'éducation, par exemple, la compatibilité des qualifications et des privilèges de services.

#### 19. Personnel

- (a) Des mesures adéquates, y compris l'affectation des ressources nécessaires, visant à assurer la sécurité d'emploi, grâce à des possibilités de formation et des incitations appropriées, sont nécessaires pour élever et maintenir le moral du personnel et améliorer la qualité de l'éducation.
- (b) Ces mesures ont une importance particulière lorsqu'il s'agit d'introduire des innovations et d'autres réformes en matière d'éducation, au succès desquelles la coopération pleine et entière de tout personnel concerné est indispensable.
- (c) Une communication efficace à tous les niveaux de responsabilité du personnel est indispensable pour que les objectifs communs et leur intérêt soient bien compris, afin d'assurer la réalisation de ces objectifs.
- (d) Le rôle des maîtres, des chefs d'établissements d'enseignement et de tous ceux qui participent directement au processus d'éducation – scolaire et extrascolaire – est d'importance capitale à cet égard.
- (e) Il est souhaitable que les chefs d'établissements et autres personnels de rang supérieur, tels que les inspecteurs d'école, qui ont à cet égard un rôle de direction, ne soient pas surchargés de tâches administratives courantes.
- (f) Sans méconnaître l'importance du principe de la division du travail et de la spécialisation des tâches, ou le besoin d'une stabilité et d'une continuité raisonnable dans les affectations, on devra les concilier avec la nécessité d'assurer la coopération des membres du personnel et des services ainsi qu'avec la nécessité de modifier l'affectation du personnel en certaines circonstances.
- (g) Il est d'autres questions connexes, telles que la satisfaction dans l'emploi et la rotation aux postes où les conditions sont difficiles, qui appellent une méthode d'approche empirique et judicieuse, s'inspirant des principes de service admis.
- (h) Il est recommandé aussi de tirer des enseignements des pratiques en vigueur dans d'autres pays ou régions où se posent des problèmes analogues.

#### 20. Evaluation

- (a) Une définition claire des objectifs étant indispensable à une bonne évaluation, l'analyse des résultats attendus de chaque activité ou groupe d'activités planifiées dans la mise en œuvre du programme est nécessaire à la fois pour les contrôles courants et pour les évaluations définitives, pour pouvoir appliquer avec succès un plan national global ou réaliser les objectifs concernant l'éducation, il est utile de déterminer des paramètres communs d'évaluation.
- (b) Il est souhaitable que cette évaluation s'étende aux administrateurs de l'éducation eux-mêmes.
- (c) On devra reconnaître la nécessité d'un système de contrôle de l'exécution des programmes, de façon à pouvoir y apporter les ajustements et les modifications nécessaires et à améliorer ainsi l'ensemble des progrès et des résultats.

- (d) Comme ces contrôles se fondent sur des données fournies grâce à une évaluation et une rétroaction ininterrompues, les réseaux nationaux et régionaux chargés de rassembler et de diffuser les statistiques de l'éducation et d'autres informations doivent être en mesure de s'acquitter de leurs tâches de façon satisfaisante.
- (e) La normalisation des pratiques administratives dans le cadre de tel ou tel système ou sous-système doit être encouragée pour faciliter la compatibilité dans les échanges d'informations.
- (f) On devra, dans la mesure du possible, recourir aux techniques modernes pour que l'administration de l'éducation soit satisfaisante.

### III. Rôle et formation des administrateurs de l'éducation

- 21. Il est reconnu que la complexité grandissante de l'administration en tant que telle, ainsi que les besoins de la société contemporaine, imposent des exigences nouvelles en ce qui concerne les compétences et, par suite, la formation des administrateurs de l'éducation.
- 22. Puisqu'il est souhaitable que la formation dispensée aux administrateurs de l'éducation s'accorde avec le principe de l'éducation permanente - c'est-à-dire qu'elle soit dynamique et continue - cette formation doit, dans la mesure du possible, viser à faire comprendre les grands problèmes sociaux et économiques, nationaux et internationaux, tout en portant sur des aspects administratifs et techniques de l'éducation.
- 23. Sur le plan individuel, une analyse des qualifications que nécessitent les emplois est souhaitable, pour permettre aux autorités compétentes de dégager un profil professionnel pour chaque catégorie d'administrateur de l'éducation de façon à mieux en définir le rôle dans le processus d'éducation et d'évaluer les résultats obtenus en fonction des responsabilités confiées.
- 24. Cette analyse est nécessaire aussi pour édifier une structure administrative mieux conçue fondée sur la division du travail et la spécialisation des tâches, où les domaines de responsabilités soient clairement définis sans perdre de vue l'ensemble.
- 25. En reconnaissance du fait que l'éducation est partie intégrante du développement communautaire et national, on devra tenir dûment compte, dans le contenu des programmes de formation, du rôle de soutien que les administrateurs de l'éducation peuvent être amenés à jouer à cet égard, notamment pour la réalisation de l'objectif consistant à promouvoir la participation de la communauté au développement de l'éducation.
- 26. Compte tenu des priorités et des conditions nationales, il est recommandé d'institutionnaliser la formation spécialisée des administrateurs de l'éducation en créant les moyens nécessaires de préformation et de formation en cours d'emploi, pour constituer un cadre administratif solide au service de l'éducation.
- 27. Conformément au principe de la démocratisation des chances d'accès à l'éducation, on devra se fonder, dans le choix entre des candidats à une formation spécialisée, non seulement sur leurs diplômes et leur statut professionnel, mais aussi sur des critères définis et une solide expérience sur le terrain.
- 28. On devra créer, en se fondant sur expérience antérieure, un régime pratique d'incitations (y compris des incitations de caractère non financier) pour attirer les candidats à une formation spécialisée.

### IV. Mobilisation et utilisation des ressources

- 29. Une planification et une budgétisation efficaces du développement de l'éducation supposent qu'on fasse périodiquement un inventaire complet des ressources, financières, humaines et matérielles dont on dispose pour les programmes d'éducation.
- 30. On devra encourager un élargissement de la participation communautaire telle que celle des parents, des associations civiques ou des entreprises industrielles ou commerciales, aussi bien par souci de démocratiser les chances d'accès à l'éducation que pour renforcer les liens entre l'éducation et la société.
- 31. Une participation du grand public, y compris celle de tous les secteurs socio-économiques, est également souhaitable pour susciter des contributions au développement de l'éducation qui, sans cela, n'auraient pu être obtenues.



32. Il faut encourager la participation bénévole, à des tâches extrascolaires, de parents et d'autres personnes proposant leur concours aux établissements scolaires, dans les limites de leurs aptitudes personnelles, dans le même souci de mettre en valeur et d'utiliser les ressources latentes de la communauté.
33. De nouvelles technologies de l'éducation fondées sur l'enseignement à distance, sur des programmes d'études externes en vue de l'obtention de diplômes, sur des études indépendantes, sur des cours par correspondance et sur d'autres programmes analogues doivent être encore développées en raison de l'intérêt particulier qu'elles présentent pour l'enseignement rural et des possibilités qu'elles offrent de donner une nouvelle chance aux adultes désireux de s'instruire, grâce à divers types de cours, à tous les niveaux.
34. On devra continuer à pratiquer les méthodes endogènes, moins tributaires d'auxiliaires techniques, selon que les conditions locales s'y prêteront.

#### C. COOPERATION INTERNATIONALE

35. La coopération au niveau international et régional destinée à faciliter la réalisation des objectifs de la présente Recommandation devra s'inspirer des suggestions suivantes, faites par les Etats membres qui ont répondu au questionnaire préalable à la Conférence :
- (a) le besoin est ressenti d'études de cas analytiques sur les efforts déployés actuellement pour réaliser un meilleur équilibre entre les différents niveaux et types d'éducation, dans le contexte de l'objectif général de l'universalisation de l'éducation ;
  - (b) ces études devront mettre en lumière des aspects concrets et pratiques et citer des exemples de différents types d'administration et de gestion de l'éducation, en soulignant les éléments d'intérêt commun parce qu'ils valent pour d'autres pays ou régions et peuvent s'appliquer ou s'adapter à leurs besoins ;
  - (c) il conviendrait d'adopter une approche axée sur des problèmes tels que l'augmentation du rendement de l'éducation, l'élévation du niveau des écoles primaires rurales, une réforme de l'enseignement secondaire destinée à répondre aux besoins actuels, le rôle des animateurs et d'autres auxiliaires du maître, une participation plus étroite des universités au développement de l'éducation, les critères de sélection et de détermination des contenus de l'éducation, le rôle des écoles dans la préparation des jeunes générations à la vie, les besoins à satisfaire pour que l'éducation conduise au plein épanouissement de la personnalité, le rapport entre l'uniformité et la différenciation dans le domaine de l'éducation ;
  - (d) dans l'optique de l'éducation permanente ou itérative, il importe d'évaluer les grandes tendances de l'avenir, par exemple, l'évolution des rapports entre la formation professionnelle et l'enseignement général ;
  - (e) il faudrait aussi pouvoir disposer d'un système pragmatique d'indicateurs critiques permettant d'évaluer la mesure dans laquelle un système d'éducation réagit face aux exigences de l'évolution sociale, dans la mesure où de tels indicateurs peuvent être établis ;
  - (f) le rôle des examens et des tests apparentés, qui servent à juger des résultats des études ou des progrès accomplis, offre un autre domaine de coopération fructueuse entre les pays ;
  - (g) il existe un besoin analogue d'une somme d'informations sur la disponibilité et l'utilité des techniques modernes dans l'administration de l'éducation, y compris l'emploi des nouveaux auxiliaires d'enseignement, du point de vue, notamment, des qualifications professionnelles spéciales nécessaires pour introduire et maintenir cette infrastructure ;
  - (h) les centres régionaux d'innovations éducatives axées sur le développement sont instamment invités à préparer des modules de formation et d'autres matériels d'enseignement à l'usage des institutions nationales de formation spécialisée du personnel ;
  - (i) les réseaux nationaux et régionaux d'information devront être renforcés, de façon à assurer des services efficaces de collecte et de diffusion des informations à jour sur l'expérience acquise par les pays dans ce domaine.

36. L'Unesco devra être invitée à aider les Etats membres, notamment par l'intermédiaire du BIE et en étroite collaboration avec d'autres institutions et organisations internationales, à améliorer leurs systèmes de l'éducation, dans le but général de démocratiser et de rénover l'éducation, en intensifiant l'action dans les domaines suivants :
- (a) appuyer la recherche orientée vers l'action dans les Etats membres, notamment pour des projets novateurs destinés à accroître les chances d'accès à l'éducation ;
  - (b) documenter cette recherche et en diffuser les résultats et d'autres informations pertinentes pour faciliter l'échange de données d'expérience entre les Etats membres ;
  - (c) créer des moyens de former des spécialités de la planification, de la recherche, de l'évaluation, de l'administration et de la gestion dans le domaine de l'éducation, adaptés aux conditions et aux besoins des Etats membres ;
  - (d) convoquer des réunions régionales et internationales d'experts pour l'étude détaillée de problèmes particuliers de gestion de l'éducation en rapport avec l'universalisation de l'éducation.
37. Les Bureaux régionaux pour l'éducation de l'Unesco doivent aussi continuer à encourager et à soutenir l'action des réseaux régionaux d'innovations éducatives en vue de développement, tout en ménageant des services de formation et des services consultatifs dans clés domaines apparentés. Il faut inclure des cours sur l'économie de l'éducation dans les programmes des centres régionaux, notamment dans ceux qui sont consacrés aux pays en développement.
38. La Conférence suggère aussi :
- (a) que l'Institut international de planification de l'éducation poursuive son programme d'activités de formation et de recherche, en l'axant tout particulièrement sur les besoins des pays en développement ;
  - (b) que le Bureau international d'éducation continue à développer ses services actuels de documentation et d'information sur l'éducation et à aider, en particulier, à la coordination des réseaux d'information sur l'éducation en vue de la mise en place d'un réseau global viable diffusant des informations à jour à l'usage des administrateurs de l'éducation et d'autres spécialistes des Etats membres ;
  - (c) que les Etats membres, le Haut Commissariat pour les réfugiés, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine et les autres institutions compétentes soient invités à accentuer leurs efforts en faveur des enfants réfugiés et accroître les services éducatifs et sociaux qu'ils leur fournissent.
39. La Conférence souligne enfin, en cette Année internationale de l'enfant, l'importance d'une action conjointe de l'Unesco et d'autres institutions des Nations Unies, notamment de l'Unicef, de façon que l'école, la famille et la communauté puissent continuer à jouer un rôle important dans l'éducation et le bien-être de l'enfant, notamment dans les territoires où sévit la guerre, l'occupation étrangère, la famine ou la maladie, comme dans les régions où demeurent les fléaux du racisme et de la discrimination raciale. L'objectif prioritaire est de donner à tous les enfants victimes de la guerre ou de l'occupation militaire, aux enfants réfugiés et aux enfants victimes de catastrophes naturelles davantage de chances et de moyens de jouir pleinement du droit à l'éducation et à une vie sûre et stable et de les aider à réaliser leur identité culturelle grâce à des programmes d'éducation nationaux s'inspirant de leur culture et de leur patrimoine.